



Préfète du Puy-de-Dôme

dossier n° PC 063 345 19 G0053

date de dépôt : 19 décembre 2019

demandeur : INRA CENTRE AUVERGNE
RHONE ALPES, représenté par BEAUFRERE
REMY

pour : la construction d'un bâtiment d'élevage

adresse terrain : RTE DE THEIX lieu-dit LES
INTRABOIS, à Saint-Genès-Champanelle
(63122)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

PREFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°

20 - 00595

La préfète du Puy-de-Dôme,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la demande de permis de construire présentée le 19 décembre 2019 par INRA CENTRE AUVERGNE RHONE ALPES, représenté par BEAUFRERE REMY demeurant RTE DE THEIX, Saint-Genès-Champanelle (63122);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'un bâtiment d'élevage ;
- sur un terrain situé RTE DE THEIX lieu-dit LES INTRABOIS, à Saint-Genès-Champanelle (63122) ;
- pour une surface de plancher créée de 3 245 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 25 novembre 2011 et modifié en date du 17 décembre 2013, et notamment le règlement des zones Ur et A ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 19/12/2019 ;

Vu l'avis réputé favorable de du directeur départemental de la protection des populations - Pôle santé protection animale ;

Vu les pièces fournies en date du 03 février 2020;

Considérant que le projet porte sur une installation classée soumise à enregistrement ;

Considérant qu'une enveloppe de forte probabilité de présence d'une zone humide recouvre en grande partie le projet ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

"Le projet porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale, en application du chapitre unique du titre VIII du livre Ier du même code, ou à déclaration, en application de la section 1 du chapitre IV du titre Ier du livre II dudit code, le permis ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ne pourra pas être mis en œuvre :

« 1° Avant la délivrance de l'autorisation environnementale mentionnée à l'article L. 181-1 du même code ;

« 2° Avant la décision d'acceptation, pour les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration en application du II de l'article L. 214-3 du même code.

Le commencement des travaux étant subordonné à une autorisation ou à une procédure prévue par une autre législation, le délai de trois ans mentionné à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme court à compter de la date à laquelle les travaux peuvent commencer en application de cette législation si cette date est postérieure à la notification visée à l'article R.424-10 ou à la date à laquelle la décision tacite est intervenue". (articles L.425-14 et R.424-20 du code de l'urbanisme)

Toute destruction de plus de 1000 m² de zone humide avérée est soumise à procédure de déclaration loi sur l'eau au titre de la rubrique 3310 de la nomenclature "eau" mentionnée à l'article R214-1 du code de l'environnement.

La Préfète,

Le

30 avril 2020

Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-8 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.